

Consultations avec l'UE : le pouvoir burundais «satisfait» malgré tout

RFI, 10-12-2015 Les consultations entre l'Union européenne (UE) et les autorités du Burundi n'ont pas débouché sur un compromis à Bruxelles, mardi. Bujumbura n'a pas su convaincre sur sa volonté de garantir les droits de l'homme dans le pays secoué par des violences depuis la réélection du président Nkurunziza pour un troisième mandat. L'UE pourrait donc maintenant restreindre sa coopération de plusieurs centaines de millions d'euros. Malgré tout, les autorités burundaises se sont dites «satisfaites» de voir le dialogue reprendre avec l'Europe.

Suspendue par l'UE en mai dernier, la coopération risque d'être réduite à «aux actions à caractère humanitaire et en faveur de la population» si Bujumbura ne fournit pas de garanties sur la gouvernance et les droits de l'homme. Du côté du Burundi, on souligne qu'on ne peut prendre de décisions qui remettraient en cause sa souveraineté. «Nous avons fait notre plaidoyer comme des représentants d'un gouvernement, d'un Etat, qui est uni par les lois et qui doit forcément, dans le cadre du dialogue avec ses partenaires donner des gages, rassurer en tout cas les partenaires», souligne Alain-Aimé Nyamitwe, ministre des Affaires étrangères, en leur montrant que chaque fois que les lois de la République le permettaient, nous étions prêts à accéder à la demande de l'Union européenne. R. ONG L'inquiétude porte évidemment sur la société civile et les médias poursuivis au Burundi. Alain-Aimé Nyamitwe détaille les propositions faites à l'UE. «Nous avons proposé que pour ce qui concerne les suspensions des radios ou des ONG, des enquêtes puissent être accélérées pour que d'ici deux mois on puisse avoir une réponse claire donner», affirme-t-il. En d'autres termes, si la décision de justice dit qu'effectivement ces organes sont innocents, puisse être autorisée à rouvrir. Mais ces propositions n'ont visiblement pas convaincu les Européens. Selon les accords de Cotonou, les partenaires ont au maximum quatre mois pour s'entendre. Le Cnared satisfait De son côté, l'opposition politique, elle, se félicite de la position ferme de l'Union européenne. Pancrace Cimpaye : «Nous aurions aimé que l'on passe à la vitesse supérieure parce que le drame qui se passe au Burundi exige des décisions très fortes, mais nous saluons la position de l'Union européenne.» Mercredi, au moins cinq personnes ont été tuées après avoir attaqué la grenade une patrouille policière à Cibitoke, un quartier contestataire du nord de Bujumbura, a affirmé le porte-parole de la police burundaise. Une version démentie par des témoins qui dénoncent une «exécution extrajudiciaire».